

**« Mouvement alter mondialiste et droits de
l'homme : contestation et incubation
d'alternatives »**

**Yahya El Yahyaoui
Université Mohamed V, Rabat**

**Communication pour le colloque international « Droits de
l'homme et mondialisation »**

Université d'Oran Es-Sania, Oran, 29-30 Avril 2006

Site Web de l'auteur : www.elyahyaoui.org

Introduction

L'alter mondialisation, ou l'alter mondialisme⁽¹⁾, est un mouvement social profondément hétérogène mais ayant, hormis cela, la grande particularité de se réclamer des mêmes valeurs telles la justice économique, la démocratie et la défense des droits fondamentaux⁽²⁾ que la logique économique de la mondialisation (néo)libérale semble sinon écraser du moins déclasser en faveur des considérations sacro saintes du marché, de la libre initiative privée, de la toute puissance de la dérégulation, de la libéralisation et de la privatisation de plus en plus en vigueur.

Oscillant entre un simple réformisme de la mondialisation en cours⁽³⁾, à travers des propositions concrètes (dont la plus célèbre est la fameuse Taxe Tobin), et un appel incessant pour une autre mondialisation que semble traduire le slogan « un autre monde est possible », le mouvement ne consiste pas uniquement en une contestation profonde de l'organisation du système capitaliste (à travers les institutions maîtresses qui le guident), mais aussi une recherche d'alternatives globales à l'ordre prédominant notamment pour ce qui est de ses variantes commerciale et financière de plus en plus « incriminées » et fort montrées du doigt de surcroît.

Au début (le début des années 80 plus exactement), le mouvement alter mondialiste a pris racine, dans les pays du Tiers Monde, avec la lutte contre la dette, contre les programmes du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, et les politiques d'ajustement structurels qu'ils ont conjointement initiées, et progressivement contre l'Organisation Mondiale du Commerce et les accords de libre échange, il n'a

(1) – Les expressions alter mondialisation et alter mondialisme sont généralement utilisés de manière indifférenciée et ne renvoient (du moins dans notre esprit) à aucun jugement de valeur.

(2) – Les droits dont il s'agit ici sont les droits économiques, sociaux, culturels, mais aussi civiques et politiques.

(3) – Dans le sens de « l'humanisation de la mondialisation ».

pu se concrétiser en Europe et aux USA que vers la mi-1990 notamment suite à l'adoption par leurs gouvernements respectifs de politiques néolibérales perçues comme menaçant l'emploi, la protection sociale et les acquis syndicaux jusqu'ici admis et peu contestés⁽⁴⁾.

Les manifestations (à Seattle comme à Davos comme à Gênes comme un peu partout dans le monde) engagées contre les forums économiques du G8 et les sommets de l'OMC n'avaient pas uniquement pour objectif la simple contestation d'une « mondialisation dictée et imposée », mais l'occasion de rencontres, de débats et de propositions dont la traduction la plus populaire est incontestablement le Forum Social Mondial de Porto Allegre et de Mumbai⁽⁵⁾.

Englobant des entités (associations, personnalités scientifiques, journalistes, syndicats de tous horizons, mouvements écologistes, féministes et autres), le mouvement est traversé d'orientations diverses dont il est malaisé d'en faire une synthèse précise :

«+ Les réformateurs modérés qui sont partisans du libre échange mais souhaitant que le marché soit régulé selon des impératifs sociaux et environnementaux (barrières douanières pour les pays du Sud),

+ les antilibéraux qui, critiquant le modèle de libre échange, veulent réformer en profondeur les bases de la logique économique sur la base de critères sociaux et moraux (ils proposent de taxer les flux des capitaux spéculatifs),

+ les capitalistes et marxistes qui défendent une forme d'internationalisme...qui s'oppose à la mondialisation économique capitaliste...et prône la mondialisation des peuples (ou du prolétariat) selon un modèle social et solidaire,

⁽⁴⁾ – L'ère de Thatcher et de Reagan semble inaugurer de telles politiques.

⁽⁵⁾ – Qui se tiennent généralement parallèlement aux sommets du G8 ou des réunions des organisations financières et commerciales internationales.

+ les souverainistes ou nationalistes (contestés au sein du mouvement) qui, derrière l'apparence de protéger la nation du néolibéralisme des marchés et de l'insécurité sociale qui en découlerait (chômage,...délocalisations) prônent des mesures protectionnistes d'intérêt national ou régional en matière économique »⁽⁶⁾.

Quoi que comprenant des courants d'horizons divers, le mouvement alter mondialiste adhère, dans son ensemble, à une pensée fédératrice commune, celle de « faire prendre conscience des méfaits qu'elle attribue au néolibéralisme, déconstruire ce qu'elle appelle le dogme néolibéral et, d'autre part, proposer des réformes ou du moins des alternatives »⁽⁷⁾.

Ce n'est donc pas le seul marché qui semble canaliser les critiques alter mondialistes (parce que présenté comme générateur de pauvreté et d'inégalités entre les pays et à l'intérieur de chacun d'eux), mais aussi les Etats et les organisations internationales (dont l'OMC) et les FMN, tous virulents défenseurs de la dérégulation et de la privatisation des secteurs publics et ne prêtant la moindre attention à ce qui semble être une mondialisation sociale, encore moins une « mondialisation démocratique »⁽⁸⁾.

I- L'alter mondialisation...contestatation des piliers de la mondialisation

Présentée, généralement par les médias et les défenseurs de la mondialisation, comme étant l'un des points faibles du mouvement, l'hétérogénéité se voudrait une force pour le

⁽⁶⁾ – Ponniah. T, William. F, « Où va le mouvement alter mondialisation », Ed. La Découverte, Paris, 2003.

⁽⁷⁾ – Il écarte, par là, tout jugement prétendant en faire un mouvement anti mondialiste.

⁽⁸⁾ – Les alter mondialistes parlent, à ce propos, de « mondialisation équitable, solidaire et écologique ».

mouvement alter mondialiste et, de surcroît, incubatrice d'idées et de propositions.

Pour ledit mouvement, « l'hétérogénéité ...c'est la preuve que le mouvement occupe un vaste espace politique. Il intègre en son sein des acteurs dont les points d'entrée sont très divers. Cette hétérogénéité, pour ne pas être porteuse d'éclatement et de division, suppose un fonctionnement au consensus dont le mouvement s'est doté quasiment spontanément.

Le consensus dont il est question ici se veut autre chose que le plus petit dénominateur commun et doit être compris comme un processus dynamique. Il se construit dans les débats, ce qui suppose d'avoir le temps de les mener et essaie de dépasser les positions antagoniques en présence. Il s'appuie sur un cadre politique minimum de référence commun à toutes les forces en présence.

Le mouvement a été capable d'incorporer leurs préoccupations dans une problématique générale basée sur deux exigences : le refus de la marchandisation du monde et l'aspiration à une démocratie réelle. Ces deux exigences sont le socle sur lequel le mouvement alter mondialiste s'est construit »⁽⁹⁾.

En même temps, le socle du mouvement est fondé sur la contestation de la place des trois piliers faisant du marché et de la propriété privée l'unique régulateur de la vie économique, politique, sociale et culturelle au détriment de la régulation publique supposée être l'incarnation de l'intérêt général et la consécration des droits économiques et sociaux, écologiques et culturels.

Et c'est d'ailleurs autour de cela que le mouvement alter mondialiste « retrouve son homogénéité » et consacre sa diversité : « Cette diversité est d'autant moins un obstacle que le mouvement est uni sur deux idées force : les droits des êtres

⁽⁹⁾ – Blais. R, « Chronique de l'alter mondialisme », Québec, 15 Juillet 2003.

humains - les droits économiques, sociaux, écologiques, culturels -, doivent l'emporter sur le droit du commerce, de la concurrence et plus globalement sur la logique du profit ; ce n'est ni aux marchés ni aux institutions financières, mais aux peuples de décider de leur avenir »⁽¹⁰⁾.

1-1- Alter mondialisation, économie de marché et droits de l'homme

De la contestation de l'Accord Multilatéral sur l'Investissement à celle de l'OMC, des manifestations de Washington (entre autres) aux rencontres de Porte Allegre, les positions du mouvement alter mondialiste ne remettent pas forcément la mondialisation, mais plutôt le cours dominant de celle-ci.

Par conséquent, ce n'est certainement pas le marché en tant que tel qui est incriminé, mais surtout l'hégémonie dont il est porteur dans sa forme et son contenu et les conséquences que cela induit pour le présent des économies et des sociétés et pour leur avenir⁽¹¹⁾.

En effet, la régulation par les marchés (suite aux politiques de dérégulation systématique de pans entiers des économies nationales) n'a pas uniquement fragilisé les structures de celles ci et par là celle de l'économie mondiale dans son ensemble (du fait des mouvements de spéculation et de financiarisation économique), mais a rendu précaires des situations jusqu'ici protégées et garanties par l'Etat providence⁽¹²⁾.

La régulation, de ce fait, n'est plus perçue par le système comme étant un moyen mais plutôt comme une fin dont il

⁽¹⁰⁾ – Khalfa. P, « Le mouvement alter mondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale, Mai 2004.

⁽¹¹⁾ – Cf. à ce propos : El Yahyaoui. Y, « La mondialisation : économie monde, ultralibéralisme planétaire et pensée unique », Ed. Boukili, Kénitra, 1998.

⁽¹²⁾ – C'est d'ailleurs en cela que le courant actuel de la mondialisation est présenté par l'alter mondialisation, comme portant atteinte aux droits économiques, sociaux et culturels consacrés jusqu'au début des années 80 du siècle dernier.

faudrait pousser sa composante privée jusqu'aux limites les plus ultralibérales. Et c'est la raison pour laquelle, le mouvement alter mondialiste considère que la mondialisation actuelle ne fait que défendre un credo néolibéral, imbu d'idéologie et revanchard de surcroît⁽¹³⁾.

En effet, « les stratégies et les politiques économiques et sociales dominantes ne sont pas difficiles à analyser. Elles sont caractérisées par la libéralisation qui résume le credo des dirigeants économiques et politiques.

Celle-ci se définit à partir de la croyance dans les bienfaits de l'élargissement des marchés nationaux et du marché mondial, et se traduit par les privatisations et l'élimination de tout ce qui est censé freiner la concurrence.

Ces politiques ont plusieurs implications : la régulation devient le monopole des marchés financiers mondialisés, le marché mondial devient la référence des normes de consommation et de production, le travail est la variable quasi unique d'ajustement »⁽¹⁴⁾.

En ébranlant les logiques sous jacentes aux services publics et à la régulation publique, la mondialisation est présentée comme subordonnant les droits économiques et sociaux au seul « droit commercial » surdéterminé par l'obsession du profit et par conséquent la fragilisation des droits acquis en termes d'emploi, de sécurité sociale, de stabilité de carrière que semblent menacer les mesures de délocalisations, de fermeture d'usines, d'emploi à temps partiel ou à contrat déterminé...etc.⁽¹⁵⁾:

« ...de la réforme des retraites à celle de l'assurance maladie, en passant par la remise en cause des droits des chômeurs, du

⁽¹³⁾- L'idée de revanche exprimée envers le système est généralement avancée par la composante radicale du mouvement, mais aussi par les « anarchistes ».

⁽¹⁴⁾ – Massiah. G, « Le mouvement citoyen mondial », Centre d'Etudes et d'Initiatives de Solidarité Internationale, Octobre 2002.

⁽¹⁵⁾ – Le mouvement dirigé en France ces derniers mois contre le Contrat de Premier Emploi semble traduire foncièrement les craintes exprimées par les jeunes quant à la précarisation de leur situation.

droit du travail, de la baisse de la durée du travail et par les privatisations des services publics pour répondre aux exigences du capitalisme », la mondialisation ne fait, par conséquent, qu'aliéner les droits économiques et sociaux aux seuls impératifs de la productivité, de la compétitivité et de la course effrénée pour plus de parts de marché⁽¹⁶⁾.

Car les firmes multinationales (pilier de l'actuelle mondialisation) ont « rapidement compris qu'elles pouvaient réorganiser le travail à l'échelle planétaire pour faire d'une pierre trois coups : affaiblir le mouvement syndical et les résistances dans les pays occidentaux, en réduisant la taille des entreprises et en les délocalisant pour rechercher davantage de compétitivité ; faire croître leurs profits par la baisse de la masse salariale et en utilisant diverses exonérations fiscales et sociales, sans parler des paradis fiscaux ; donner l'impression qu'elles participaient au développement du Sud en y implantant des usines »⁽¹⁷⁾.

Autrement, « Les conséquences de la dérégulation systématique ont mis en évidence la fragilité du système et les limites des institutions financières internationales. Après les luttes des peuples du Sud, les luttes sociales contre les politiques de précarisation en Europe, aux Etats-Unis, en Corée modifient les équilibres politiques. La convergence des mouvements écologistes, de consommateurs, de travailleurs à Seattle marque une étape dans la remise en cause de la direction néo-libérale de la mondialisation ».

L'aliénation est d'autant plus poussée qu'elle se nourrit régulièrement de l'offensive néolibérale, et qu'elle est paradoxalement portée par une crise de système que traduit le courant de sa mondialisation :

⁽¹⁶⁾- Cf. Petrella. R, « Le bien commun : éloge de la solidarité », Ed. Labor, Février 1998.

⁽¹⁷⁾ - Nikonoff. J, « Alter mondialistes tout terrain » Le Monde Diplomatique, Mai 2004.

En effet, « quelle que soit la couleur politique des gouvernements, la même logique libérale est mise en œuvre : attaque sur les droits sociaux, baisse du coût du travail, développement de la précarité, déréglementation et privatisations des services publics, remise en cause de la protection sociale, restructuration permanente des entreprises, etc .

Mais cette offensive se déploie dans une situation où le capitalisme néolibéral traverse aujourd'hui une triple crise de légitimité.

Une crise du modèle d'abord. L'éclatement de la bulle financière et l'effondrement de la nouvelle économie ont détruit de fond en comble le paradigme sur lequel s'était construit la mondialisation libérale : nouvelles technologies, montée continue des cours de la Bourse, ouverture des marchés étaient censées permettre un enrichissement permanent au bénéfice du plus grand nombre. On voit ce qu'il en ait devenu.

Cette crise du modèle néolibéral se double ensuite d'une crise spécifique du type de développement prôné par les institutions financières internationales que ce soit le FMI ou la Banque mondiale : la situation en Argentine et plus globalement dans toute l'Amérique latine, sans même parler de régions totalement laissées pour compte comme en Afrique, a mis en évidence l'échec des politiques d'ajustement structurel et d'un modèle de développement basé sur l'immersion totale dans le marché mondial.

Une crise de gouvernance enfin avec le comportement délictueux des différents acteurs du système néolibéral révélé lors d'affaires touchant des entreprises présentées comme des fleurons capitalisme triomphant et l'échec de la réunion de l'OMC à Cancun »⁽¹⁸⁾.

⁽¹⁸⁾ - Khalfa. P, « Le mouvement alter mondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », Art. Précité.

1-2- Démocratie de marché et « citoyenneté alter mondialiste »

Tout comme la contestation du courant actuel de la mondialisation n'est pas nécessairement contestation de celle-ci, la contestation de « l'ordre démocratique » en vigueur n'est pas non plus, dans l'esprit des alter mondialistes, contestation de la démocratie.

Ce n'est donc pas la démocratie, en tant que telle, qui est mise en cause, mais plutôt une forme de démocratie qui exclue et éloigne les individus et les groupes d'individus de la pratique démocratique citoyenne.

En se réclamant de la citoyenneté, le mouvement alter mondialiste se démarque substantiellement du type de « citoyenneté commerciale » telle qu'elle est conçue et entretenue par la mondialisation en cours.

C'est dans cette perspective que ledit mouvement se voudrait citoyen. Il se voudrait citoyen pour deux raisons complémentaires : « la première est qu'il émane de femmes et d'hommes qui ne revendiquent pour s'y engager qu'une seule légitimité essentielle, celle de qui est leur appartenance à la cité. Ce qui fait qu'un tel mouvement se décline, sans hiérarchie, dans des dimensions aussi bien planétaires (à Porto Allegre) que continentales (en Europe, comme sur les autres continents), nationales, régionales ou locales.

Mouvement citoyen aussi parce qu'il ne veut pas d'un monde barbare régi par les rapports de force où l'avis et la vie de chacun sont au mieux pondérées par l'épaisseur de leur compte en banque, qui est 'démocratie' concrète des marchés et des bourses.

La seconde raison de qualifier ce mouvement de citoyen tient à ce qu'il se mobilise pour un monde civilisé, où les relations humaines sont régulées par des règles de droit, où, par

conséquent, l'adoption et la mise en œuvre des normes collectives passent par la démocratie et le pluralisme, et où finalement le progrès collectif se concrétise par la conquête de nouveaux droits et la mise en œuvre de nouveaux contenus politiques émancipateurs »⁽¹⁹⁾.

Force est donc de constater que c'est le « type » de démocratie (et par conséquent de citoyenneté) qui est contesté car ne censurant pas uniquement les droits politiques et l'expression citoyenne, mais aussi et davantage les droits civiques qui sont l'essence même de la démocratie.

Et le mouvement de traduire une telle prise de position en termes d'une exigence centrale et de deux préoccupations profondes : « l'exigence est d'ordre démocratique. L'idéologie libérale se présente avant tout comme une naturalisation des processus économiques. Le marché et la concurrence sont présentés comme un 'état de nature' que les gouvernements et les institutions internationales ont pour fonction de maintenir ou de rétablir selon le cas. Réaffirmer, dans ce cadre, le fait que ce sont les peuples et les citoyens qui doivent décider de leur avenir remet en cause les fondements mêmes du système.

La première préoccupation est d'ordre social. Face à un capitalisme de plus en plus sauvage, qui aggrave considérablement les inégalités entre pays du Nord et du Sud et les inégalités dans les pays du Nord, la question sociale que le libéralisme croyait avoir enfoui sous les décombres du totalitarisme soviétique refait surface.

La seconde préoccupation est d'ordre écologique. Il apparaît de plus en plus évident que le capitalisme laissé à lui-même, poussé par la logique du profit maximum, remet en cause les conditions mêmes de survie de l'humanité et de la planète. La crise écologiste n'est plus reportée dans un futur lointain mais devient une donnée immédiate.

⁽¹⁹⁾ – Cf. le site de la Convention Citoyenne : www.conventioncitoyenne.com.

La convergence de ces deux préoccupations permet la naissance d'un mouvement qui apparaît d'emblée hétérogène. Il est le produit de la prise de conscience qu'à la racine de ces situations se trouve la mondialisation libérale qui pousse les tendances du capitalisme au maximum et enclenche un nouveau cycle de la marchandisation à laquelle désormais rien ne doit échapper »⁽²⁰⁾.

Si, dans l'esprit des alter mondialistes, la démocratie renvoie au pouvoir, elle ne s'y réduit pas tant que la première est, à l'ère de la mondialisation actuelle, au service du pouvoir de marchés : « la référence à la démocratie permet d'affirmer un choix en matière de pratiques politiques ; mais elle ne les épuise pas. Une pratique politique relie une vision éthique et morale à une situation particulière. Le mouvement alter mondialisation, en se définissant comme un mouvement social et citoyen, doit s'emparer de l'ensemble de la question du politique »⁽²¹⁾.

Par ailleurs, le besoin de démocratie se ressent aussi et peut être davantage pour les relations internationales et notamment pour les organisations qui les forgent et les orientent, en ce sens que « la perspective ouverte par cette évolution est celle de l'invention d'une démocratie mondiale qui donne un sens à une mondialisation alternative.

Dans l'immédiat, une des premières actions, pour aller dans ce sens, est de soumettre les Institutions Financières Internationales, notamment la Banque Mondiale et le FMI, ainsi que l'Organisation Mondiale du Commerce au droit international,

⁽²⁰⁾ - Khalfa. P, « Le mouvement alter mondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », Art. Précité.

⁽²¹⁾ – Le marché est considéré ici comme « instrumentalisant » la démocratie.

au respect de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et aux accords internationaux »⁽²²⁾.

Or, puisque les grandes décisions se prennent aujourd'hui à l'échelle globale (par un petit nombre d'Etats et d'organisations), l'on serait tenté de dire que « si la mondialisation néolibérale est un cadre indépassable, alors nous ne sommes déjà plus en démocratie puisque, quels que soient ceux qui seront élus, ils ne pourront mener que des politiques identiques, à des nuances près »⁽²³⁾.

Une telle réalité est non seulement superficielle, pour les alter mondialistes, mais elle est aussi inductrice en erreurs car les gouvernements peuvent, chacun à son niveau, contrecarrer la précarité de l'emploi, la toute puissance des paradis fiscaux et les dégradations touchant les systèmes de santé, scolaire, et d'accès aux autres services collectifs.

1-3- Culture de marché et « culture alter mondialiste »

Pour les alter mondialistes, la mondialisation actuelle (dite aussi marchande) ne s'attaque pas uniquement à l'économique, au social et au politique, mais tend aussi à aliéner les esprits et chemin faisant les cultures :

En effet, « la mondialisation libérale ne se contente pas de ravager les économies réelles, les services publics et les solidarités collectives. Elle s'insinue dans les têtes en s'attaquant aux principaux instruments de l'émancipation : le travail, l'éducation, la culture. Dans le cadre de l'AGCS, les services publics de l'éducation et la culture sont menacés de mise en concurrence et mis en demeure de se soumettre à une exigence de rentabilité et de productivité »⁽²⁴⁾.

⁽²²⁾ – Ces institutions sont considérées comme étant les pourfendeuses des droits de l'homme car poussant dans le sens de la mise à plat des politiques sociales, éducatives, de santé entre autres.

⁽²³⁾ – A l'appellation G8, les alter mondialistes opposent l'appellation « G Monde ».

⁽²⁴⁾ - Nikonoff. J, « Alter mondialistes tout terrain », Art. Précité.

Cette offensive libérale contre l'éducation et la culture, révèle l'ampleur de la domination culturelle de l'ultralibéralisme et implique, au-delà de la défense des services publics, de mener la lutte alter mondialiste comme un combat de valeurs.

Parce que perçue, en effet, comme défendant des valeurs de marché (loi du plus fort, adaptabilité, flexibilité, inventivité...etc.), la mondialisation actuelle est considérée par l'alter mondialisation comme allant à l'encontre de « la solidarité, l'interculturalité, l'intersubjectivité, l'ouverture, la disponibilité, l'antiracisme, l'antipatriarcat, l'anti-globalo-libéralisme », nécessaires pour une mondialisation juste et équitable⁽²⁵⁾.

C'est en ce sens que les forums sociaux sont présentés comme étant des lieux de débats, des forums de discussion pour lutter « contre toutes les formes de domination des êtres humains » notamment à travers la promotion et la consécration de « la pensée unique » que véhiculent les organisations internationales, les think tanks des firmes multinationales et les sommets des grands pays industriels⁽²⁶⁾.

En même temps, le courant dominant de la mondialisation a non seulement ébranlé les structures sociales (des pays du Nord comme du Sud), mais a aussi « mondialisé » la précarisation de situations jusqu'ici protégées : « La mondialisation néolibérale a des conséquences sur les structures sociales dans chaque pays. Le mouvement alter mondialisation est composé des différentes forces sociales confrontées aux conséquences des politiques néolibérales.

Il comprend les peuples des pays dominés confrontés à la reprise en main qui a suivi le mouvement d'émancipation de la décolonisation, les luttes des paysanneries et des couches

⁽²⁵⁾ – Certaines organisations internationales (telle l'OCDE) commencent, depuis un certain temps, à parler de « mondialisation à visage humain ».

⁽²⁶⁾ – Cf. à ce propos : El Yahyaoui. Y, « La mondialisation : économie monde, ultralibéralisme planétaire et pensée unique », Ouv. Précité.

populaires urbaines des pays du Sud rejointes par les petites bourgeoisies délogées des structures publiques.

Dans les pays du Nord, on y retrouve les pauvres et les exclus que l'approfondissement des inégalités multiplie. On y retrouve aussi les couches salariées confrontées à la précarisation et à la remise en cause des systèmes de protection sociale ; elles comprennent les ouvriers et de nombreux secteurs des bourgeoisies petite et même moyenne. On y retrouve aussi de larges secteurs des paysanneries directement concernées par les formes dominantes des marchés mondiaux agricoles »⁽²⁷⁾.

Force est de constater que le mouvement alter mondialiste ne table pas uniquement sur les idées que ses forums et espaces publics « inventent », mais aussi sur l'articulation mondiale des cultures du Nord et du Sud pour enraciner davantage ses propositions : « le niveau international, et peut-être mondial, est déjà un niveau déterminant sur le plan économique et militaire. C'est au niveau mondial que se formalise la contradiction majeure entre le Nord et le Sud et la question des institutions internationales.

La construction d'une opinion publique mondiale est indispensable à une progression politique qui ne se réduise pas aux institutions interétatiques et aux représentants du pouvoir économique. Cette importance de l'échelle mondiale n'annule pas les autres échelles. Du point de vue des mobilisations, l'intervention à l'échelle mondiale passe par les mobilisations locales et nationales.

Le niveau local est celui de la démocratie de proximité, du développement local, de l'égalité d'accès aux services publics locaux ; il est aussi l'espace de la rencontre entre les mouvements citoyens et un autre des acteurs nouveaux, les municipalités et les collectivités locales.

⁽²⁷⁾ - Nikonoff. J, « Alter mondialistes tout terrain », Art. Précité.

Le niveau national des mobilisations présente un double intérêt ; c'est l'espace des politiques publiques et des péréquations nécessaires à l'égalité. D'une part, il permet une liaison directe entre les campagnes et les différents mouvements sociaux ; d'autre part, il permet de mettre en cause de manière plus efficace la responsabilité des gouvernements nationaux. De ce point de vue, de nouvelles formes de débat citoyen associant les associations, les syndicats et les mouvements, le débat d'opinion à travers les médias et le débat parlementaire renouvellent le débat politique »⁽²⁸⁾.

II- L'alter mondialisation... « incubatrice de propositions »

Le mouvement alter mondialiste ne se donne pas pour objectif la conquête du pouvoir. Il ne se veut pas non plus un mouvement anti mondialiste. Il est (du moins tel que cela ressort de ses manifestations et communiqués) un mouvement de contestation de la mondialisation néolibérale telle qu'elle est à l'oeuvre depuis plus de deux décennies⁽²⁹⁾.

2-1- Anti mondialisation...alter mondialisation !

Le mouvement alter mondialiste ne se dresse pas contre la mondialisation, mais contre un type de mondialisation qu'elle veut solidaire, juste et équitable. C'est le sens même de son action se voulant aussi, au delà de la simple critique, une force de propositions.

C'est la raison pour laquelle, « loin d'être isolé, le mouvement actuel de lutte contre la mondialisation libérale n'est que la pointe la plus avancée des évolutions en cours dans les

⁽²⁸⁾ - Massiah. G, « Le mouvement citoyen mondial », Art. Précité.

⁽²⁹⁾ – Les slogans « Un autre monde est possible », « Le monde n'est pas une marchandise » traduisent l'appel pour une autre mondialisation plus juste et plus équitable. Ils ne sont pas, de notre point de vue, l'expression d'un quelconque anti mondialisme.

sociétés produites par le bilan de la ‘décennie glorieuse’ du libéralisme dont l’échec est maintenant patent.

Cette prise de conscience amplifiée par les grandes échéances de mobilisation internationale et l’impact des Forums sociaux conforte la force critique du mouvement et a permis l’émergence d’un espace de débat public mondial.

Est ainsi en train de se constituer un embryon d’opinion publique mondiale qui surdétermine sur certaines questions (écologie, dette, OMC, etc) les évolutions des opinions publiques nationales.

Les thèmes portés par le mouvement rentrent ainsi en résonance avec les préoccupations des opinions publiques. Ce lien à l’opinion a été son succès le plus important. Les dogmes libéraux ont été battus en brèche, mettant ainsi la pensée dominante sur la défensive.

Le passage de l’anti mondialisation à l’alter mondialisation correspond à cette phase nouvelle d’un mouvement à l’offensive idéologique et capable de commencer à être porteur d’alternatives »⁽³⁰⁾.

Il n’est, à ce propos, pas étonnant que le mouvement alter mondialiste reconnaisse son incapacité à « arrêter » l’offensive néolibérale de plus en plus féroce, mais il table sur le débat d’idées et sur l’avenir pour concrétiser ses propositions :

« Quoi qu’il en soit, ce début de reconquête des esprits, pour fragile qu’il soit, est d’une importance considérable pour l’avenir. Il est la base du développement du mouvement, de son enracinement, de son caractère durable et de la possibilité de créer des rapports de force qui permettent de peser sur le réel. Car, et c’est là le point fondamental, malgré les points marqués sur le plan idéologique, le mouvement n’a pas été capable d’enrayer vraiment l’offensive libérale.

⁽³⁰⁾ - Nikonoff. J, « Alter mondialistes tout terrain », Art. Précité.

Le mouvement a exprimé d'abord le refus radical de l'état du monde et l'espoir qu'un autre monde est possible. Mais il n'a pu peser fondamentalement sur les politiques des gouvernements et sur celles des institutions internationales.

Mouvement de protestation à l'origine, il n'a pas été capable de transformer réellement la situation existante alors même qu'il rencontre une sympathie grandissante dans les opinions publiques »⁽³¹⁾.

C'est dire que le mouvement vise non seulement la modification immédiate du cours actuel de la mondialisation, mais table sur la reconnaissance élargie de ses idées et propositions : « Ce mouvement est perceptible dans la floraison d'idées et de propositions. Elle s'appuie sur la montée d'une expertise citoyenne qui s'ancre dans les mouvements, comme celle qui transparaît dans les Conseils scientifiques, celui d'ATTAC par exemple, les observatoires, comme l'Observatoire de la mondialisation qui travaille sur l'OMC, les comités d'orientation et de pilotage de la campagne IFI, le comité de partenariat avec des responsables du Sud dans la campagne dette.

Ce mouvement est porteur d'une demande sociale et politique de recherche qui commence à peser sur les institutions de recherche et les universités et sur le débat intellectuel à travers les médias »⁽³²⁾.

2-2- Mouvement alter mondialiste...incubateur de propositions

Pour le mouvement alter mondialiste, les propositions émises à propos de telle ou telle question ne sont définitivement retenues que lorsqu'elles sont mises à l'épreuve du débat public et s'épuisent au niveau de l'analyse et de la réflexion. Elles ne seront adoptées par le mouvement que lorsqu'elles auront subi maturation et consensus :

⁽³¹⁾ - Khalfa. P, « Le mouvement alter mondialiste, nouveau mouvement d'émancipation », Art. Précité.

⁽³²⁾ – Cf. le site d'Attac : www.attac.org.

En effet, « les propositions avancées par chacune des campagnes font partie du débat public. Leur reprise par les autres campagnes permet de les approfondir et de les compléter.

La campagne dette a mis en avant les propositions d'annulation, partielle ou totale ; la reconnaissance d'illégitimité et la coresponsabilité ; la limitation du service de la dette à une proportion des exportations ; la reconversion sous contrôle citoyen, etc.

La campagne ATTAC insiste sur la taxe sur les transactions financières spéculatives ; sur l'utilisation de cette taxe pour l'accès aux services de base ; sur l'interdiction des paradis fiscaux ; sur la lutte contre la criminalité financière, etc.

La campagne sur les IFI a mis l'accent sur le contrôle démocratique et la transparence ; sur l'évaluation indépendante et contradictoire, confiée au système des Nations Unies, de l'intervention des IFI ; sur le refus des programmes d'ajustement structurel et des cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ; sur le refus des conditionnalités et de l'imposition de l'extérieur et par le haut des politiques économiques et sociales ; sur la réforme radicale des IFI, etc.

La campagne contre l'OMC met en avant le refus de la primauté de la marchandise ; la prééminence de la déclaration des droits de l'Homme sur le droit commercial ; le refus du rôle de l'Organe de règlement des différends ; la nécessité d'une instance de recours avec un droit de saisine des citoyens, etc. »⁽³³⁾.

Il faudrait noter, par ailleurs, que l'alter mondialisation ne se veut pas uniquement une force de propositions ponctuelles et au cas par cas, elle se veut aussi porteuse d'un « projet alternatif » au courant actuel de la mondialisation :

⁽³³⁾ – Massiah. G, « Le mouvement citoyen mondial », Art. Précité.

« le mouvement citoyen mondial construit une alternative autour d'une ligne directrice, celle du respect des droits. Dans chaque société et au niveau mondial, la prise de conscience de l'impasse portée par le modèle néo-libéral et l'ajustement structurel progresse. Une contre tendance chemine dans le droit international. L'idée qu'il est possible de réguler l'économie et les échanges à partir du respect des droits ; des droits civils et politiques autant que des droits économiques, sociaux et culturels.

Dans chaque mobilisation, cette référence aux droits est de plus en plus centrale. Elle s'impose dès que l'on admet que l'objectif des mobilisations n'est pas de définir les politiques et les institutions idéales ; de mimer le pouvoir alors qu'on ne l'a pas. Il est de rappeler les valeurs et les principes, d'exiger les garanties, de contrôler la mise en œuvre. Il est aussi de prendre des initiatives et de protéger l'autonomie des mouvements et des pratiques populaires. L'avancée des droits est la ligne directrice qui s'impose dans chaque mobilisation et qui leur est commune »⁽³⁴⁾.

Le mouvement est donc de portée alternative dont il cherche à concrétiser les contours à travers la défense et la garantie des droits établis : « la mobilisation des sociétés pour la défense et les garanties des droits économiques, sociaux et culturels est la première forme de la mobilisation pour le développement. L'universalité des droits est reconnue.

En tenant compte de la spécificité des situations, tous les droits, dans leur principe, devraient être considérés d'application immédiate. Cette approche peut être concrétisée. Assurer le respect des droits économiques, sociaux et culturels commence en garantissant, à tous, l'égalité d'accès aux services collectifs

⁽³⁴⁾ – Force est de remarquer que la défense des droits économiques et sociaux, tout autant que politiques et civiques, est présentée comme l'élément fédérateur susceptible d'enrayer le cours actuel de la mondialisation. En découleraient naturellement toutes les propositions relatives aux domaines de l'emploi, de l'éducation, de la culture, de la santé...etc.

de base. Ce qui implique la prise en compte des différents niveaux : locaux, nationaux et mondiaux.

La discussion ne porte pas tant sur l'importance et sur l'existence des services collectifs, admise par tous. Elle porte sur les politiques d'accès, les formes d'organisation, l'articulation avec le marché et le rôle des différents acteurs, le financement des services de base, dans l'hypothèse de l'égalité d'accès »⁽³⁵⁾.

Si le mouvement alter mondialiste insiste sur le nécessaire ancrage des niveaux local, national, international et mondial, c'est, semble-t-il, pour mettre le doigt sur l'importance du « combat généralisé » contre le courant actuel de la mondialisation.

En effet, « la légitimité de la mobilisation internationale peut s'appuyer sur des orientations qui concrétisent les principes d'une alternative et peuvent donner leur cohérence aux propositions. Ces orientations sont : la redistribution internationale des richesses ; le droit international et la possibilité de recours pour les citoyens ; le contrôle démocratique des instances de régulation ; la coresponsabilité entre le Nord et le Sud ; la subordination de la logique des marchés aux respects des droits de l'Homme »⁽³⁶⁾.

2-3- L'alter mondialisme, un mouvement d' « alternatives »

La notion d'alternative, fort popularisé par les alter mondialistes, a une spécificité que ces derniers ne cessent de préciser et de développer :

« La notion d'alternative mérite d'être précisée. Un examen superficiel pourrait laisser croire qu'elle reprend seulement, mais sous une autre appellation, ce que les partis politiques nomment programme et les syndicats revendication.

⁽³⁵⁾ - Massiah. G, « Le mouvement citoyen mondial », Art. Précité.

⁽³⁶⁾ – C'est d'ailleurs la subordination des droits de l'homme à la sphère marchande qui semble raviver la contestation du cours actuel de la mondialisation.

En réalité, elle est radicalement différente, dans la mesure où les alternatives proposées ont un caractère systémique : elles sont en effet tout à la fois mondiales, antilibérales et globales.

Seule la mouvance alter mondialiste place d'emblée sa réflexion et son action à l'échelle planétaire, comme en témoignent les forums sociaux mondiaux.

Seule, elle se fixe des objectifs authentiquement antilibéraux, dans sa recherche d'une cohérence à opposer à celle de l'idéologie néolibérale. Seule, enfin, elle tente de développer une approche globale, c'est-à-dire un combat contre le néolibéralisme qui va des comportements individuels aux politiques des instances multilatérales, en passant par les stratégies des entreprises »⁽³⁷⁾.

Ce que réclame le mouvement alter mondialisation c'est, en définitive, la mise en place d'une nouvelle régulation :

+ de l'économie en privilégiant une régulation publique au lieu que celle en vigueur consacrant la mainmise de l'économie sur la société. Car, « au lieu que l'économie serve la société, c'est la société qui doit se soumettre à l'économie. Le divorce est si radical que jamais, dans l'histoire de l'humanité, on n'a autant produit mais jamais non plus la productivité n'a été aussi dissociée des nécessités humaines.

La principale expression de la globalisation capitaliste en cours est d'accumuler sans rien produire, en spéculant simplement sur la santé économique de secteurs entiers et d'entières populations. Il n'y a rien de plus absurde que de voir les actions d'une multinationale monter en bourse par de simples annonces de restructuration de ses affaires, accompagnée de massives mises au chômage. Sans parler de cette ceinture de paradis fiscaux qui entourent les principaux centres économique-financiers internationaux, où on lave l'argent sale de cette économie au droit unique : celui des détenteurs de capital.

⁽³⁷⁾ - Nikonoff. J, « Alter mondialistes tout terrain », Art. Précité.

D'un point de vue social, la crise des relations de travail de cette économie, avec des exclusions économiques massives aux dimensions planétaires -chômage, emploi précaire, migrations, etc.- est un indice des limites intrinsèques de la globalisation capitaliste »⁽³⁸⁾.

Et Attac de continuer : « Nous sommes face à un dangereux carrefour de civilisation et non seulement devant un problème économique. Pour la première fois, l'humanité n'est pas confrontée à un problème de pénurie pour satisfaire les nécessités et les droits des personnes, mais à un mode de production et de distribution de l'abondance. C'est-à-dire que l'inégalité sociale, en tant qu'inégalité économique d'accès et d'utilisation des ressources naturelles et des biens et services produits, est en fait un problème d'inégalité de pouvoir économique.

Ce ne sont pas les ressources qui manquent ; au contraire, c'est le mode de gestion, résultant d'un pouvoir inégal, qui mène à une honteuse concentration économique globale. La pauvreté n'est pas le fruit de la pénurie, mais bien de l'injustice économique intrinsèque au système.

Notre problème économique central est de combattre l'inégalité, en révélant la dimension de pouvoir encastré dans les relations qui alimentent cette économie mondiale. Nous sommes face à de multiples inégalités sociales imbriquées entre elles - entre classes, de genre, ethnico- raciales, entre pays »⁽³⁹⁾.

+ Une régulation nouvelle de la politique en mettant au devant la démocratie participative et la responsabilisation des « élites éclairées » soucieuses de la survie démocratique du système et non pas de leurs stricts intérêts catégoriels.

Car « face à la crise actuelle, on voit à quel point les sociétés perdront le pouvoir de formuler des politiques à partir d'Etats

⁽³⁸⁾ – www.attac.info.

⁽³⁹⁾ – www.attac.info.

nationaux démocratiquement constitués pour des institutions économiques globales non démocratiques et non transparentes.

Il en résulte que la concentration des richesses entre quelques mains s'est accélérée, en creusant le fossé des inégalités et de l'exclusion à l'échelle globale, et que la destruction du patrimoine commun de l'humanité et des ressources naturelles de la planète s'est développée. C'est la vie même qui est remise en cause, et pas seulement la durabilité du système »⁽⁴⁰⁾.

+ et une nouvelle régulation culturelle en développant de nouvelles valeurs communes et en promouvant les politiques orientées vers le respect des différences et de la diversité entre les nations, les communautés et les groupes d'individus.

Si le mouvement est conscient que la mondialisation actuelle est de nature à affaiblir sinon à dissoudre les échelles de valeur et de normes locales, à détruire progressivement les langues et les ethnies locales (en raison de la tendance au renforcement de nouveaux éléments de valeurs globaux), il n'est pas moins conscient que l'avenir de l'humanité dépendrait du niveau de diversité linguistique et culturelle qu'il faudrait entretenir et défendre de surcroît.

C'est dire autrement, que tout le risque du système est qu'il tend vers la marchandisation systématique des cultures et des systèmes de valeurs.

Or, « l'énorme crise actuelle révèle les limites de la marchandisation de tout : au-delà des biens et des services vendus et achetés sur le marché, toutes les relations, les processus, les structures, les biens communs jusqu'à la nature et la vie même, sont transformés en marchandises. Mais le pire est sa propre image, le pouvoir de son idéologie qui se présente comme unique et incontournable.

⁽⁴⁰⁾ – Le mouvement alter mondialiste inscrit le débat sur les OGM, l'écosystème et les biotechnologies dans le cadre des « obsessions productivistes et concurrentialistes » auxquelles se livrent les FMN au détriment de la santé humaine et la survie de l'espèce.

La domination d'un mode mercantile de pensée, propre au néo-libéralisme, semble tout dominer : la vie matérielle, les cœurs et les esprits. C'est contre tout cela que d'innombrables acteurs sociaux s'insurgent, de façons variées et contradictoires, en vraies coalitions globales de type nouveau »⁽⁴¹⁾.

S'il n'est certainement pas tentant de dire (en définitive) que si l'alter mondialisation est un cri d'alarme contre les périls encourus par l'humanité à cause et en raison du cours actuel de la mondialisation, il n'est pas non plus tentant de dire que face à cela les périls encourus pour les droits de l'homme semblent moindres ...et mineurs de surcroît.

Yahya El Yahyaoui

Rabat, 1^{er} Avril 2006.

⁽⁴¹⁾ – L'UNESCO a fait sienne, depuis longtemps, les problématiques fondées sur le respect de la diversité et de la pluralité.